Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1595

Rubrik: Forum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Environnement: où en sommes-nous?

René Longet
Président d'*equiterre*, partenaire pour le développement durable

Malgré les progrès, beaucoup reste à faire en matière de développement durable, notamment dans la gestion des ressources non renouvelables.

Entre1970 et 1990, les questions de l'environnement étaient sur le devant de la scène. Ensuite elles ont été nettement reléguées au second plan. Il y a à cette situation deux explications. D'une part, l'action publique et privée en matière d'environnement a déployé ses effets qui se poursuivent aujourd'hui. D'autre part, certaines remises en question et certaines prises de conscience sont particulièrement difficiles. En effet, nous avons fondé toute une conception de la vie et du confort sur des ressources non renouvelables et sur leur répartition inéquitable entre les humains, et nous préférons ne pas trop y penser. Vivre la tête dans le sable n'est cependant jamais une bonne chose, c'est pourquoi il convient de voir où on en est aujourd'hui.

De la protection de l'environnement à la gestion des ressources

Tout d'abord, comme pour la politique économique ou la politique sociale, on ne doit pas isoler la politique de l'environnement. La notion de développement durable a été imaginée précisément pour créer les liens indispensables entre les différents pans du réel. On ne peut distribuer que ce que l'on produit, l'économie doit respecter le social et l'environnemental, on ne peut pas vivre que de nature et d'eau fraîche seulement… tout se tient. Il est ainsi tout à fait logiquement que le Programme prioritaire Environnement, vaste synthèse publiée en 2002 après dix ans de recherche, se place sous l'égide du développement durable.

Ce rapport, paru sous le titre *Objectif Qualité de la vie*, (Georg Editeur, Genève, 2002) montre qu'à la suite de nombreux efforts, la pollution a en effet pu, du moins partiellement, être jugulée. Diverses substances ont été interdites ou leur emploi réduit, le recyclage a progressé, la situation de certaines espèces a été améliorée. L'agriculture, en mutation, s'est ouverte à la biodiversité. On a économisé de l'énergie dans certains secteurs, les eaux et les voitures sont plus propres. Une partie de ces succès est cependant due aux progrès techniques des systèmes de filtrage, qui déplacent le problème: que faire des boues d'épuration, des poussières retenues dans les cheminées d'usines d'incinération, des catalyseurs usés?

De la gestion de l'environnement, on est passé à celle des ressources qui reste cependant problématique: matières sous forme de déchets, énergie, sol, biodiversité, etc. La progression du recyclage ne fait pas réellement diminuer la quantité de déchets. Le changement climatique intervient également chez nous et fait fondre nos glaciers (qui ont perdu 10% de leur volume au cours du seul été 2003). La demande en énergie continue de croître car on ne maîtrise nullement la mobilité. Les transports absorbent quasiment la moitié de la facture pétrolière du pays, et si pour les déplacements du domicile au travail, on prend aujourd'hui davantage les transports publics, ces efforts sont annulés par l'explosion des transports pendant les loisirs. Ces derniers représentent environ la moitié de tous les déplacements! La gestion équitable des ressources, pour répondre aux besoins de tous les humains d'aujourd'hui et de demain, c'est précisément l'enjeu d'un développement durable. C'est donc bien ainsi qu'il faut aborder la question environnementale aujourd'hui.

Définir notre juste place dans le monde

Une étude, réalisée par le bureau INFRAS et publiée au début 1996 par onze ONG, intitulée *Sur un trop grand pied: chiffres et objectifs pour une Suisse durable,* donne une idée de l'emprise exercée par la consommation de matières et d'énergie en Suisse sur les ressources de la Terre. Elle souligne que la consommation des ressources de la Suisse est de loin supérieure à ce qu'un style de vie conforme au développement durable autoriserait et que notre pays doit améliorer ses rendements (d'un facteur trois à sept) selon le type de ressources. Cette étude n'est pas la première du genre. En 1991 a été publiée une analyse de l'économiste Gonzague Pillet, privat-docent à l'Université de Fribourg et président de la société ECOSYS SA, sur la «carrying capacity of nations» de la Suisse (*Elemente einer Untersuchung der ökologischen Tragfähigkeit von national begrenzten Lebensräumen*, Carouge, 1991). Une Suisse qui se limiterait à ce qu'elle possède sur son territoire pourrait héberger 900 000 personnes au niveau de vie de 1983. Si l'on prend en compte aussi les ressources non-renouvelables, mais indigènes, on arrive à 1,2 million de personnes.

L'étude INFRAS considère les enjeux environnementaux suivants: énergie et climat, air, consommation de matières, de bois et de sol, eau, biodiversité et paysages. Concernant l'énergie et le climat, la Suisse devrait réduire sa consommation d'énergie fossile de 23% d'ici l'an 2010 et de 68% d'ici l'an 2050. L'énergie nucléaire n'étant pas conforme au développement durable, elle ne peut pas entrer en ligne de compte. La réduction de la consommation d'énergie non-renouvelable devrait être atteinte à la fois par une amélioration du rendement énergétique et une plus forte utilisation des énergies renouvelables. Pour celles-ci, le document précise que «la consommation de ressources non renouvelables doit diminuer de façon à ce que les réserves exploitables restantes ne s'épuisent jamais». Il se trouve qu'en mars 2002, le Conseil fédéral publiait une stratégie nationale pour le développement durable. Ce document contient d'excellentes propositions, qui vont dans la direction de la maîtrise de notre emprise sur les ressources de la Terre et d'une vision plus cohérente. Il a fait l'objet d'une prise de connaissance parlementaire très superficielle. Les budgets - excellents indicateurs de la portée d'une politique publique - sont quasi inexistants, et on se demande parfois si le Conseil fédéral a même lu ce qu'il a signé. Cependant le document existe, il ne tient qu'aux acteurs de s'en réclamer pour lui donner un peu de consistance et de réalité. Tout est dit. Il ne nous reste qu'à faire. ▪

Les opinions exprimées dans la rubrique Forum n'engagent que leurs auteurs.